



Quelle croissance à court terme ?

De nombreuses études parues ces derniers jours donnent des prévisions de croissance assez contrastées pour la fin de l'année. Ainsi l'[Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France](#) publiée lundi 9 décembre mise sur une reprise de la croissance pour le quatrième trimestre 2013 de 0,5 % (contre 0,4 % prévu précédemment) en se basant notamment sur une nette hausse de la production et des livraisons dans l'industrie. Par ailleurs, l'enquête mensuelle de la Banque de France fait apparaître une hausse de 1 point de l'indice du climat des affaires et de l'industrie, par rapport à octobre, à 101 points. Au final : « Selon l'indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), le produit intérieur brut progresserait de 0,5 % au quatrième trimestre 2013 ». Dans le même temps l'OCDE, qui a publié lundi 9 décembre ses [Indicateurs Composites Avancés](#) (ICA), note que « dans la zone euro dans son ensemble, comme en France et en Italie, les ICA continuent d'indiquer une inflexion positive de la croissance ». Ces deux études positives contrastent avec les résultats de la récente [enquête de conjoncture du cabinet Markit](#) du 4 décembre qui livre une évaluation négative et des prévisions à la baisse pour la fin d'année. L'enquête de conjoncture se base sur deux indices : l'indice final Markit de l'activité de services en France et l'indice final Markit de l'activité Globale en France qui se replient tous les deux à 48.0 au plus bas depuis 5 mois, ce qui, pour le cabinet, fait craindre « une nouvelle baisse du PIB au quatrième trimestre, baisse qui ferait de nouveau basculer l'économie française en récession. »

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 décembre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire et continuera ainsi de soutenir la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs a confirmé ses indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation demeure fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en octobre 2013, en légère baisse par rapport à septembre (12,2 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable par rapport au chiffre relevé en septembre. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à octobre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,7 % et 10,7 %. En octobre 2013, 26,654 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,298 millions en zone euro. Par rapport à septembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 61 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (5,9 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,3 %) et en Espagne (26,7 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer a été publiée au JORF http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F2020EE0EA839DDCEEBDB9F3E6053014.tpdjo16v_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=

Divers

Publications Banque de France

Focus numéro 10 du 5 décembre : [Les dangers liés au développement des monnaies virtuelles : l'exemple du bitcoin.](#)

Nomination

Nomination de Marie-Anne Barbat-Layani au poste de directrice générale de la Fédération Bancaire Française (FBF) à compter du 2 janvier 2014, en remplacement d'Ariane Obolensky.

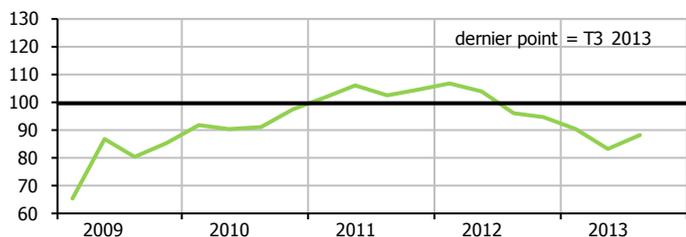
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Redressement fragile de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au troisième trimestre 2013, après cinq trimestres consécutifs de baisse. Il s'améliore de près de 6 points par rapport au deuxième trimestre, mais demeure encore bien en deçà de la moyenne de longue période (-11,1 points). Cette progression s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur l'activité du trimestre écoulé ainsi que par une moindre dégradation des délais de paiement de la clientèle.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

En dépit d'une inflation contenue, la consommation des ménages repart à la baisse après un léger sursaut au trimestre précédent. Le marché du travail poursuit sa stabilisation mais reste dégradé. L'investissement montre toujours des signes de faiblesse en raison d'une diminution de la demande interne et d'un manque de visibilité des dirigeants d'entreprise. Les échanges commerciaux se tassent.

Si la plupart des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font état d'une légère hausse de l'activité pour la première fois depuis début 2012, ils restent pessimistes pour le quatrième trimestre 2013. Une baisse de l'activité est attendue pour la fin d'année ainsi qu'une nouvelle dégradation des délais de paiement de la clientèle.

Des indicateurs financiers globalement moroses

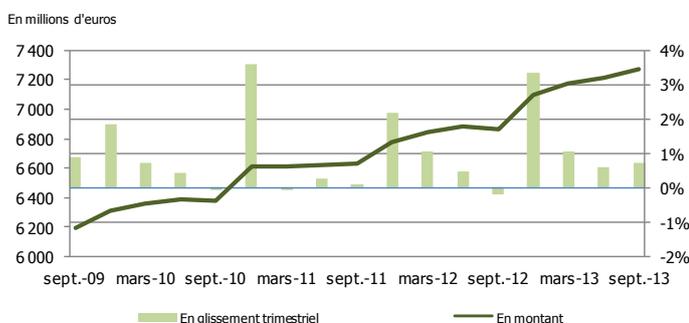
L'activité économique de la Guadeloupe reste fragile au troisième trimestre 2013, impactant sensiblement l'activité bancaire.

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8 milliards d'euros, enregistre sa plus faible progression depuis septembre 2012 (+0,2 %). Sur un an, le rythme de croissance est relativement stable (+3,9 % après +3,8 % à fin juin).

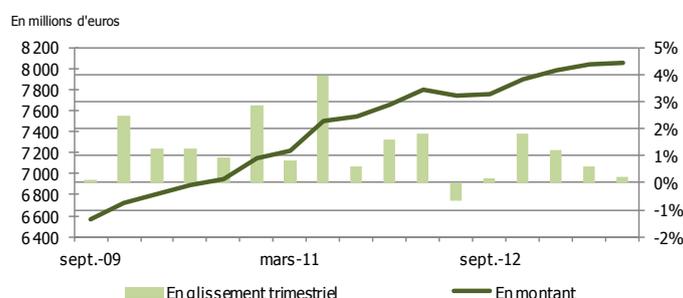
Les crédits aux entreprises marquent le pas (-0,9 %), en raison notamment d'une nouvelle contraction des crédits d'investissement. À l'instar d'un recul de la consommation des ménages dans le département au troisième trimestre, le financement des ménages peine pour sa part à redémarrer (+0,8 %). Seuls les crédits alloués au secteur public sont bien orientés (+2,7 %).

La collecte nette d'actifs financiers est également peu dynamique, en hausse de 0,7 % sur le trimestre. Si les placements des entreprises se redressent à fin septembre, ceux des ménages montrent des signes d'essoufflement.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



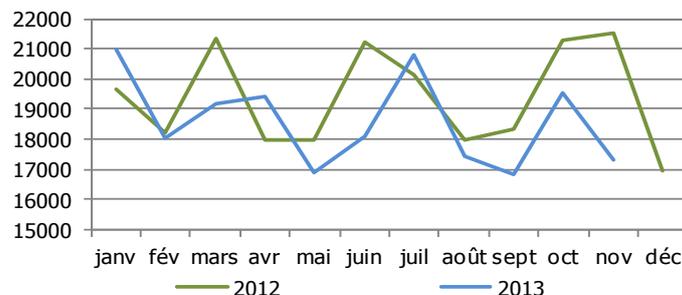
Ventes de ciment : l'écart avec 2012 se creuse

Les ventes totales de ciment en Guadeloupe affichent un nouveau recul sur un an (-19,5 % en novembre après -8,2 % au mois d'octobre) creusant encore le déficit par rapport à l'année dernière.

En cumul depuis le début de l'année, 204 559 tonnes de ciment ont été vendues sur le marché local, contre 215 469 tonnes un an auparavant (soit -5,1 % en glissement annuel).

Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux travaux publics enregistrent une baisse de 6,6 %. Les ventes en sacs, dévolues d'ordinaire à la construction privée, diminuent de 2,4 %.

Vente de ciment



Source : LAFARGE Ciments Antilles

Publication des notes conjoncturelle et monétaire

L'IEDOM vient de publier les notes « Tendances Conjoncturelles » et « Évolutions monétaires » pour le 3^e trimestre 2013. Ces publications sont téléchargeables librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La Guadeloupe accueille la conférence de coopération régionale

La conférence annuelle de coopération régionale Antilles et Guyane s'est déroulée au complexe World Trade Center (WTC) à Jarry les 7 et 8 novembre. Cette édition a été organisée autour de trois ateliers : le renforcement de l'attractivité régionale des collectivités, la promotion de leur insertion économique et la réussite de leur insertion au sein des organisations régionales que sont l'AEC (Association des États de la Caraïbe), la Caricom (Communauté des Caraïbes) et l'OECS (Organisation des États de la Caraïbe orientale).

Des investisseurs chinois en visite à la Guadeloupe

Une délégation d'entrepreneurs chinois a entrepris une mission exploratoire en Guadeloupe afin d'étudier et d'apprécier les potentialités de la destination. Durant leur séjour, la délégation a rencontré les acteurs institutionnels et privés parmi lesquels, le président de Cap Excellence, les dirigeants du Comité du Tourisme des Iles de Guadeloupe et le Conseil Régional. Les investissements chinois sont déjà présents dans la Caraïbe avec, par exemple, la construction du Windsor Park Stadium à Roseau à la Dominique.

Projet de décret portant sur la fixation des prix des carburants dans les DOM

L'application du décret portant sur la fixation des prix des carburants dans les DOM est prévu au 1^{er} janvier 2014. Ce projet de décret, visant à réguler les marges des compagnies pétrolières dans les DOM, suscite la vive opposition de ces entreprises et des gérants de station-service. Actuellement, le prix des carburants est fixé chaque mois par le Préfet et dépend d'un décret de novembre 2010 de l'ancienne ministre Marie-Luce Penchard (UMP). La révision de ce décret était un engagement de campagne de François Hollande vis-à-vis des Outre-mer.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Visite du Premier Président de la Cour de comptes aux Iles du Nord

La Cour des comptes a rendu public, le 25 novembre 2013, un rapport sur l'autonomie fiscale en Outre-mer. Sont concernés la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna. Nonobstant le statut spécifique de la Nouvelle-Calédonie, ces six territoires ont en commun, pour l'exercice de nombreuses compétences, un régime institutionnel de large autonomie. Cette particularité constitutionnelle les différencie des autres collectivités de la République, y compris des départements et régions d'Outre-mer. La Cour et les chambres territoriales des comptes analysent en détail la fiscalité et les contextes territoriaux atypiques de ces Collectivités et formulent six recommandations portant sur l'assiette et le recouvrement de l'impôt, les dispositifs fiscaux et les statistiques économiques et fiscales.

Par ailleurs, le Premier Président de la Cour des comptes s'est rendu à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy les 2 et 3 décembre, où il a participé à des réunions de travail avec les élus et les acteurs économiques et sociaux de chaque collectivité.

Une nouvelle ligne maritime à Saint-Martin

Le port de Galisbay a accueilli un nouveau cargo, le « Martha », le 1^{er} décembre 2013. Le navire fera escale à Galisbay chaque mois, afin de décharger principalement des containers, des véhicules et du matériel venus d'Europe et de la Caraïbe. Une nouvelle ligne a donc pris naissance entre Angers (France), Ipswich (Angleterre), Saint-Martin, Ste-Lucie, Trinidad, le Suriname et la Guyane française. Il s'agit d'un événement important pour le développement économique du Port et de la Collectivité de Saint-Martin.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Octobre	2013	127,5	-1,0 %	-0,3 %	
		France entière			127,3	-0,1 %	0,6 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Octobre	2013	60 660	0,5 %	2,4 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Octobre	2013	235,2	-	31,4 %	
	Importations (en cumul - millions d'euros)				2 289,7	-	4,4 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Octobre	2013	481	25,3 %	7,1 %	
			Cumul annuel		3 859	-	-8,3 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire		Octobre	2013	20 797	-0,3 %	-0,2 %	
	Retraits de cartes bancaires (Flux)				652	29,9 %	19,2 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Octobre	2013	125 728	12,9 %	18,0 %	
			Cumul annuel		1 647 872	-	1,20 %	
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Octobre	2013	214 423	-13,2 %	-28,2 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				44 650	1,8 %	-4,4 %	
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Juin	2013	57	-36,0 %	-5,0 %	
			Cumul annuel		596	-	-1,3 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Novembre	2013	1 548	-2,5 %	-12,8 %	
			Cumul annuel		13 953	-	-6,3 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Novembre	2013	17 306	-11,5 %	-19,5 %	
			Cumul annuel		204 559	-	-5,1 %	

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

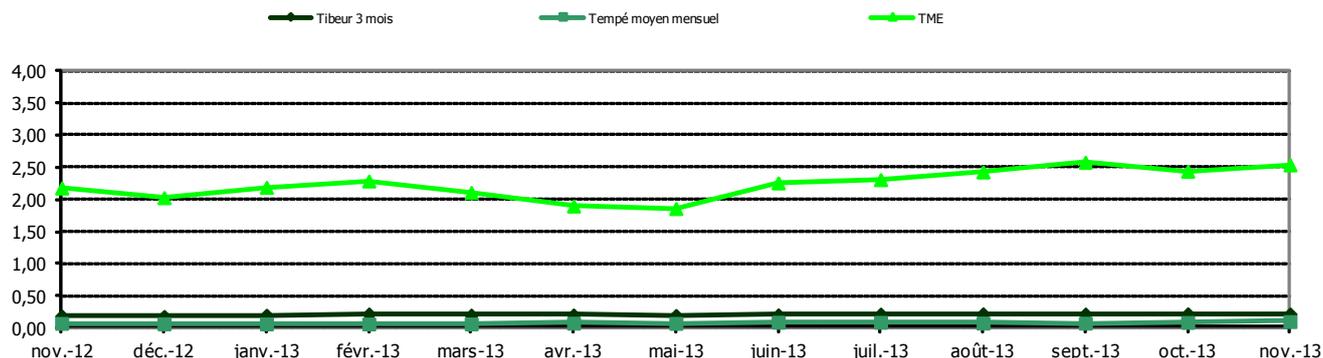
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2013)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1320%	0,2230%	0,3270%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,43%	2,58%	2,44%	2,34%	2,63%	2,78%	2,64%	2,54%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,17%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,52%	Découverts en compte (1)	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

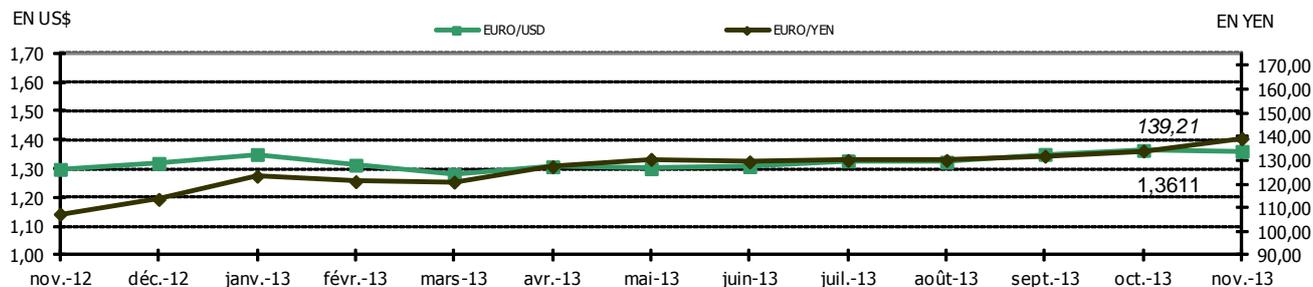
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3611	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,8610	EURO/SRD (Surinam)	4,4852
EURO/JPY (Japon)	139,2100	EURO/BWP (Botswana)	11,7320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4329
EURO/CAD (Canada)	1,4394	EURO/SCR (Seychelles)	16,4310	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,7574
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83270	EURO/MUR (Maurice)	40,7624	EURO/BBD (La Barbade)	2,7183
EURO/SGD (Singapour)	1,7082	EURO/BRL (Brésil)	3,1587	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6893
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5523	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5519	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3064,8856	EURO/XCD (Dominique)	3,6697	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achévé d'imprimer le 13 décembre 2013 - Dépôt légal : 13 décembre 2013 - ISSN 1240-3806